



# LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME EN MIDI-PYRÉNÉES

---

# 2015

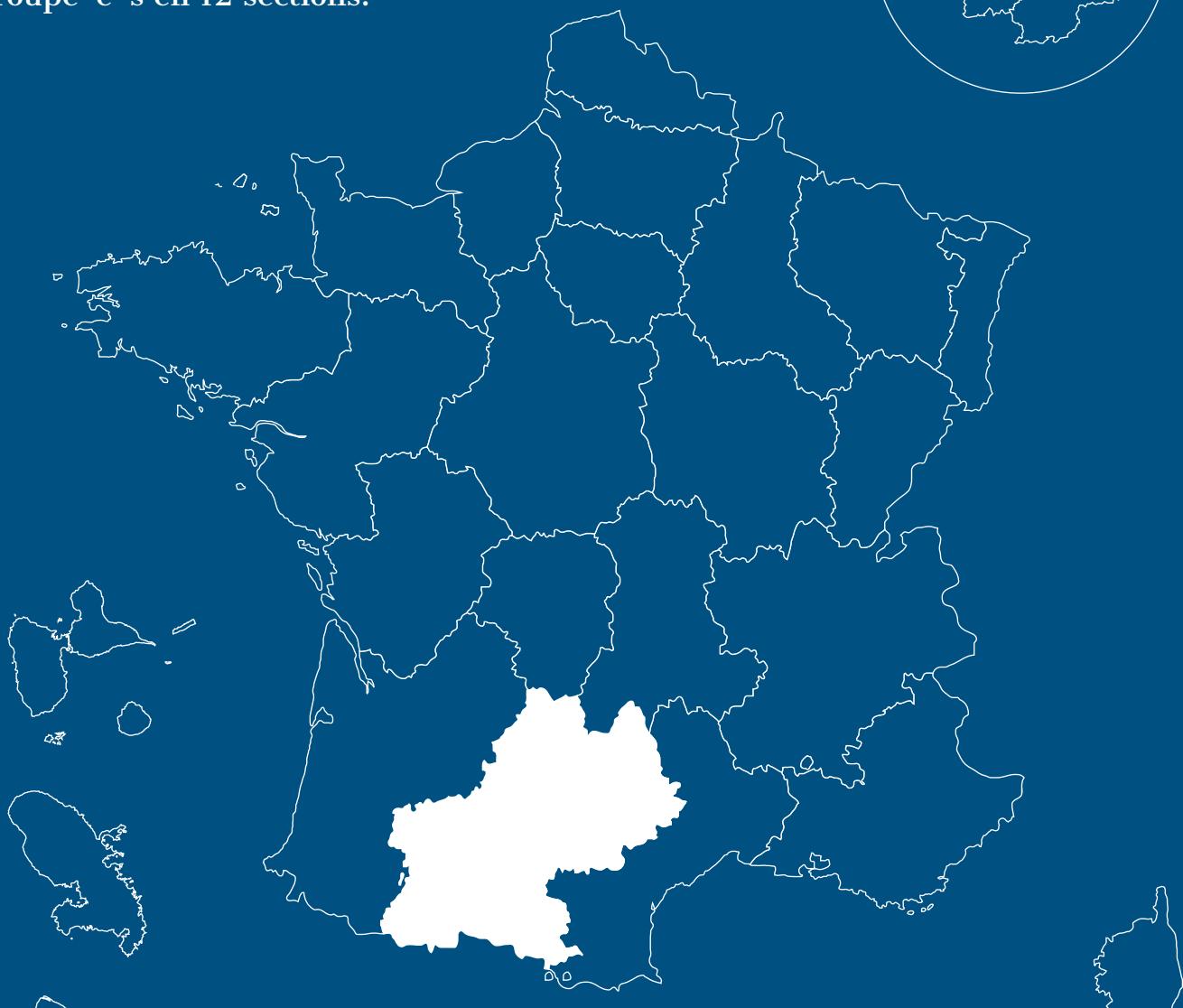
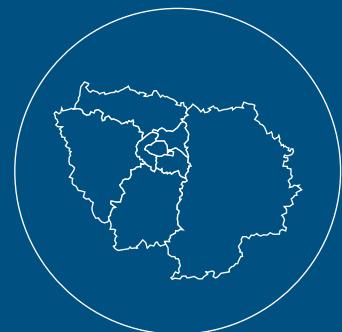
Ligue  
des **droits de**  
**l'Homme**

FONDÉE EN 1898



# MIDI-PYRÉNÉES

La région compte 461 adhérents regroupé-e-s en 12 sections.



Ariège

Aveyron (fédération)

Rodez

Villefranche/Decazeville

Haute-Garonne (fédération)

Colomiers-Ouest toulousain

Toulouse

Gers

Auch

Lot (fédération)

Cahors

Figeac

Martel

Hautes-Pyrénées (fédération)

Lannemezan

Tarbes/Bagnères-de-Bigorre

Tarn

Gaillac

# ÉDITO

Défendre les droits de l'Homme n'a jamais été chose facile et consensuelle. La LDH le sait depuis sa création, puisqu'en se rangeant du côté des dreyfusards, elle dut à la fois affronter une injustice faite au nom de la raison d'Etat et une opinion publique largement acquise à la culpabilité du capitaine. Pendant sa longue histoire, et même si les menaces ont adopté au cours des temps de nouveaux visages, la LDH eut ensuite maintes fois l'occasion de mesurer l'apréte des combats qu'elle entendait mener.

Difficile en France, la défense des droits l'est tout autant de par le monde et, dans trop de pays encore, c'est au risque même de leur vie, de leur intégrité physique et morale, que des femmes et des hommes refusent de se laisser réduire au silence et continuent de défendre la justice et les libertés. La solidarité avec toutes celles et tous ceux qui ne se résignent jamais et veulent rester debout ne souffre aucun répit, aucune défaillance.

En 2015 et comme tous les ans, la LDH a été amenée à déployer son activité sur une multitude de terrains. Comment pourrait-il en être autrement pour une association qui, dès sa création, a inscrit dans son ADN la défense de l'universalité, de l'indivisibilité et de l'effectivité des droits ? L'ambition est immense, le risque d'éparpillement est grand et il s'accompagne parfois du sentiment de manquer de bras. Mais la LDH a su garder toute l'année une activité foisonnante, en cherchant à construire des ripostes unitaires et en ayant toujours le souci de rassembler autour de valeurs universalistes. Cela est à mettre au compte de toutes celles et de tous ceux qui, partout, au quotidien, portent son identité, sa réflexion et sa capacité d'action. Leur engagement bénévole participe de la vitalité de la société civile et de l'espace public.

Cette année pourtant, le combat pour la défense des droits a pris une acuité particulière car l'actualité dramatique des

attentats et des migrations a confronté la LDH à des enjeux fondamentaux. Face à ce qu'on a appelé improprement et souvent de manière alarmiste la « crise » des migrants, le traitement par les instances européennes des nombreux réfugiés qui se présentent à nos frontières a mis en lumière le manque de projet politique commun qui fait aujourd'hui de l'Europe une association qui repose principalement sur les intérêts économiques de chaque Etat membre et qui permet à ces Etats de se renvoyer, comme une vulgaire patate chaude, des femmes, des hommes et des enfants qui errent sur les routes terrestres et maritimes dans la plus grande détresse. L'accord entre l'UE et la Turquie est venu parachever ces honteux renoncements. Ce traitement illustre le combat engagé aujourd'hui entre les valeurs universelles, sur lesquelles le projet européen était censé se construire, et la montée de populismes réactionnaires qui trouvent des relais jusque dans les gouvernements d'un nombre croissant de pays de l'UE.

Après beaucoup d'hésitations, la France elle-même ne s'est engagée qu'à accueillir trente mille réfugiés, nombre dérisoire rapporté à l'ensemble de la population française, et ceci tout en continuant à évacuer de nombreux campements dans des conditions parfois indignes et violentes.

2015 aura également été marquée par les attentats terroristes qui, à deux reprises, ont ensanglé la France. Si ceux-ci ont donné lieu à des mouvements de solidarité remarquables, ils ont vite nourri des dérives sécuritaires et autoritaires, les multiples prorogations de l'état d'urgence en étant l'illustration même. Aux marges de ces tragiques événements, le calamiteux débat sur la réforme constitutionnelle et les différents projets de déchéance de nationalité laisseront, à n'en pas douter, des traces auprès des quelque quatre millions de nos compatriotes binationaux qui se sont sentis ainsi stigmatisés. Plus globalement, ils en laisseront aussi

auprès de toutes celles et de tous ceux qui sont attachés à l'égalité comme fondement même du socle républicain, et aux valeurs proclamées par plusieurs textes internationaux, dont la DUDH. Ils révèlent aussi les dérives d'un système politique capable des pires initiatives politiciennes pour flatter les relents populistes d'une société en crise.

Dans un climat marqué à la fois par un désenchantement croissant envers le politique et la volonté de beaucoup de citoyen-ne-s de trouver de nouvelles procédures de délibération et d'invention démocratique, il n'est pour la LDH qu'un objectif, celui d'une démocratie vivante, active, sociale. Il n'est qu'un seul chemin, la défense globale et inconditionnelle des droits et des libertés, partout et pour tous, sans exception liée au genre, à la religion réelle ou supposée, à l'origine sociale ou ethnique. Rarement les responsabilités de la LDH et les attentes qu'elle suscite n'auront été aussi grandes et sans doute, pour longtemps.

**Françoise Dumont**  
Présidente de la LDH

# LA LDH MIDI-PYRÉNÉES EN ACTION EN 2015

Au niveau national, les attentats, l'arrivée des réfugiés et la montée des résultats de l'extrême droite aux élections ont marqué cette année. Cela a bien évidemment touché les habitants de notre région, et les sections se sont saisies de ces thématiques. Les questions environnementales deviennent un des sujets importants pour les militants de la région, en lien avec la COP21, et, localement, avec le projet de barrage de Sivens.

Ces faits majeurs viennent nous bousculer tant par leur existence que par leurs conséquences. Il en découle un abandon du respect des libertés individuelles au nom de la sécurité et la perte de repères qui conduisent, dans la précipitation, à ébranler les fondements républicains. Dans cette tourmente, la LDH apparaît comme indispensable pour défendre les droits et les libertés. En Midi-Pyrénées, c'est un vrai engouement que nous constatons autour du redémarrage de sections, et de nouvelles adhésions. Dans ce contexte, nous devenons un enjeu pour des appareils politiques ou des individus. Nous devons demeurer vigilants pour garder notre indépendance, source de notre légitimité. Nous sommes aussi la cible d'attaques. Des supports de communication ont été détournés pour faire passer des messages xénophobes. Tout cela nous positionne à une place centrale et nous donne une grande responsabilité. 2015 démontre que toutes les sections de la région ont réagi activement.

Nous vous présentons les grandes lignes de cette mise en action.

## Les droits environnementaux, un nouvel enjeu

Notre région est marquée par le projet de barrage à Sivens et le décès de Rémi Fraisse, opposant à cette réalisation. La LDH a réalisé un rapport mettant en lumière de graves manquements et imprécisions dans la chaîne décisionnelle du maintien de l'ordre, mais également dans la façon dont ce projet a été conduit en laissant entrevoir des recherches d'intérêts individuels. Ce rapport a été rendu public dans le Tarn, à Gaillac, en complément de sa présentation nationale, lors d'une conférence de presse et d'une réunion publique. Cette dernière a connu un énorme succès. Un débat sur les biens communs, à Martel (46), des réflexions autour d'une pièce de théâtre sur la transition écologique, à Villefranche (12), illustrent notre attention à cette thématique.

## Des libertés menacées ?

La lutte entre pro et antibarrage a donné lieu à des manifestations, certaines autorisées, d'autres interdites sans logique compréhensible. Des interdictions d'initiatives pour alerter sur la situation en Palestine ou l'appel à des campagnes de boycott ont été constatées. Dans le cadre de l'état d'urgence, ce phénomène s'est amplifié... Nous avons interpellé les autorités à plusieurs reprises. Fin d'année 2015, nous avons lancé la mise en place d'observatoires de l'état d'urgence, qui vont se concrétiser en janvier 2016 (Toulouse31), pour « surveiller ceux qui nous surveillent » selon le propos du secrétaire général.

## Une LDH au centre des initiatives

Sur beaucoup de sujets, la LDH a pris l'initiative, et a invité d'autres associations et des organisations syndicales à s'y associer. Peu de refus. La LDH apparaît comme un fédérateur qui amène une légitimité. Nous retrouvons cela dans la mise en place du comité départemental de lutte contre l'extrême droite (Codex), comme en Ariège ou dans l'Aveyron. Un argumentaire pour contrer les thèses d'extrême droite a ainsi été établi à l'initiative de la section de Tarbes, en collaboration avec onze autres associations.

Nous l'avons aussi constaté dans la prise en charge des sans-papiers ou l'instauration de réseaux de migrants, où des réponses collectives se sont mises en place.

A l'instant le plus médiatique de la crise des migrants, plusieurs débats ont ainsi été organisés pour expliquer la réalité de la situation.

Un observatoire sur l'accueil au service des étrangers à Toulouse, préfecture de région, a été mis en place. Démarré en 2015, il se poursuivra sur l'année 2016.

Les sections sont de plus en plus sollicitées pour être présentes à des manifestations culturelles d'ampleur régionale, comme au Festival « Résistances » de Foix (09), à celui du film de Gindou (46) ou au Festival citoyen de Gignac (46).



© DR



© DR

## Une LDH régionale toujours proche de la jeunesse

L'accent a été mis cette année encore sur l'intervention dans le cadre scolaire auprès des élèves du primaire au lycée, souvent en utilisant les moyens que fournit la LDH au niveau national comme les Ecrits pour la fraternité ou le concours de plaidoiries. La Déclaration des droits de l'Homme en caricature a été exposée dans de nombreux établissements scolaires. La section de Colomiers a continué ses interventions en milieu scolaire avec sa propre méthodologie, «La LDH en résidence» donnant la parole aux élèves. Les demandes ont augmenté après les attentats.

# LES CONTACTS DANS VOTRE RÉGION



## Comité régional

### Midi-Pyrénées

1, rue Joutx Aigues  
31000 Toulouse

ldh.midi-pyrenees@ldh-france.org

## Section

### Ariège

BP 20151  
09003 Foix Cedex

## Fédération

### Aveyron

Maison des associations  
15, avenue Tarayre  
12000 Rodez  
ldhrodez@gmail.com  
ldh-midi-pyrenees.org

## Section

### Rodez

Maison des associations  
15, avenue Tarayre  
12000 Rodez  
ldhrodez@gmail.com  
**LDH Rodez**

## Section

### Villefranche-de-Rouergue /

### Decazeville

Maison des sociétés  
2, place Bernard Lhez  
12200 Villefranche-de-Rouergue  
05 65 63 95 94  
ldh12villefrancedecazeville@  
yahoo.fr

## Section

### Colomiers/Ouest Toulousain

ldh-colomiers@orange.fr

**f** Ligue des Droits de l'Homme -  
Colomiers Ouest Toulousain

## Section

### Toulouse

2, rue Saint-Jean  
31000 Toulouse  
05 62 26 69 19

ldh.toulouse@gmail.com (en cours  
de changement)

ldh-midi-pyrenees.org/les-  
sections/toulouse/

**f** Ligue des droits de l'Homme  
de Toulouse

**t** @LDHtoulouse

## Section

### Auch

c/o Ligue de l'Enseignement  
du Gers

36, rue des canaris  
32000 Auch  
ldh32-auch@orange.fr

## Section

### Cahors

Espace Clément Marot

Place Bessières  
46000 Cahors  
05 65 24 13 70

## Section

### Martel

ldh.martel@gmail.com

ldh-midi-pyrenees.org/les-  
sections

## Section

### Tarbes/Bagnères-de-Bigorre

4, rue Alphonse Daudet  
65000 Tarbes

tarbes-bagneres@ldh-france.org

## Section

### Gaillac et Tarn

ldh.tarn@gmail.com

Pour obtenir les coordonnées d'une autre section ou fédération, contactez le comité régional de Midi-Pyrénées.

## **Adhérer à la LDH**

Pour adhérer directement sur Internet, rendez-vous sur [www.ldh-france.org/Adherer](http://www.ldh-france.org/Adherer)  
ou envoyez ce bulletin à LDH, 138 rue Marcadet, 75018 Paris

Mme  M. .... Prénom: .....

Adresse: ..... Tél.: .....

..... Mail: .....

Je souhaite adhérer à la LDH.





**LDH — Ligue des droits de l'Homme**

138 rue Marcadet – 75018 Paris

Tél. 01 56 55 51 00 – Fax 01 42 55 51 21

ldh@ldh-france.org – www.ldh-france.org